

RDCongo/Présidentielle

Kabila désigne l'ex-ministre de l'Intérieur Ramazani Shadary candidat

AFP
Kinshasa/RDCongo

Victoire !, crient ses adversaires.

LE président congolais Joseph Kabila a désigné hier in extrémis un candidat à sa succession à l'élection présidentielle prévue en décembre en République démocratique du Congo, une première dans ce pays qui n'a jamais connu de transition pacifique.

Le choix de M. Kabila s'est porté sur le patron du parti présidentiel PPRD et ex-ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadary, originaire comme lui de l'est du pays swahilophone.

M. Ramazani Shadary, 57 ans, figure parmi la douzaine de personnalités congolaises sanctionnées par l'Union européenne (UE) depuis 2017 pour violations des droits de l'Homme.

Il a été ministre de l'Intérieur du 20 décembre 2016 à février 2018, lors d'une période de fortes tensions liées au maintien du président Kabila au-delà de la fin de son deuxième et dernier mandat constitutionnel.

M. Ramazani Shadary était en poste lors la répression des trois marches catholiques anti-Kabila en début d'année qui ont fait une quinzaine de morts.

"M. Emmanuel Ramazani Shadary, notre candidat, est catholique pratiquant", a insisté le porte-parole du gouvernement Lambert Mende en faisant part à la presse du choix du président Kabila.

KABILA PRÉSIDENT...DE SON PARTI• M. Ramazani avait été nommé en février "secrétaire permanent" du PPRD au terme d'une réforme des statuts de ce parti qui prévoit la création d'un poste de président devant revenir à M. Kabila.

S'il quitte le pouvoir début 2019, M. Kabila, 47 ans, sera aussi sénateur à vie, selon la Constitution.

Les adversaires de M. Kabila ont salué une "victoire" dans le fait que M. Kabila s'engage finalement "à quitter le pouvoir".

"Pour la première fois, un peuple d'Afrique centrale est parvenu à empêcher un chef d'Etat puissamment soutenu par les forces armées de modifier la Constitution et l'a forcé à quitter le pouvoir", avance Christophe Lutundula, porte-parole d'Ensemble, la coalition de l'opposant Moïse Katumbi.

"Nous avons gagné une bataille importante mais la lutte continue : celle pour une vraie alternance et des élections où voter ne sera pas une formalité (...), avec la certitude que le résultat reflète ce choix souverain", a réagi le mouvement citoyen pro-démocratie Lutte pour le changement.



Photo : AFP / L'Union

Le président Joseph Kabila a mis fin hier au suspense sur ses intentions en désignant un dauphin pour être candidat à la présidentielle de la fin de l'année.

Lucha avait appelé les Congolais à "descendre dans la rue" si M. Kabila se présentait.

L'organisation de défense des droits de l'homme Human Right Watch a qualifié "d'étape cruciale" le fait que le président Kabila ne se présente pas, mais a encouragé la communauté internationale à maintenir la pression sur Kinshasa.

"Nous sommes encore très loin d'un processus électoral crédible, et beaucoup de choses peuvent se passer d'ici décembre, y compris

des délais supplémentaires", avance HRW.

L'organisation rappelle que l'opposant Moïse Katumbi n'a pas pu rentrer pour déposer sa propre candidature.

Autre écueil : l'opposition dénonce la volonté de la commission électorale d'utiliser des "machines à voter" pour l'élection du 23 décembre – des "machines à tricher" pour ses détracteurs.

Des polémiques portent également sur la validité du fichier électoral et ses

quelque 40 millions d'inscrits. Au total 16,6% des électeurs ne présentent pas d'empreintes digitales, d'après une expertise de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

RAMAPHOSA A KINSHASA ?• Les "partenaires" étrangers suivent de près la situation dans l'immense RDC, que les diplomates perçoivent comme un risque d'instabilité régionale avec ses 2,3 millions de km², ses neuf frontières, ses ressources minérales très convoitées et ses multiples zones de tensions.

Depuis son lieu de villégiature, le président français Emmanuel Macron a abordé la situation en RDC dans un entretien téléphonique avec son homologue sud-africain Cyril Ramaphosa.

"Le président de la République a réitéré son plein soutien aux efforts de dialogue entrepris par les pays de la région, l'Union africaine et les organisations sous régionales", a indiqué l'Elysée dans un communiqué.

Le président sud-africain pourrait se rendre demain à Kinshasa avant un sommet régional sur les élections en RDC dimanche à Luanda, avance une source diplomatique africaine. Cette information n'a pas été confirmée dans l'immédiat de source officielle sud-africaine.

L'Afrique en bref

• Côte d'Ivoire/Politique. Simone Gbagbo est libre L'ex-Première dame de



Côte d'Ivoire Simone Gbagbo, 69 ans a été libérée hier à la mi-journée, après avoir été amnistiée par le président ivoirien Alassane Ouattara, a indiqué à l'AFP son avocat Blédé Dohoré. Elle a aussitôt regagné sa résidence du quartier de Cocody à Abidjan où l'attendaient un millier de sympathisants en liesse.

• Kenya/Attentat. Cinq soldats tués dans l'est Cinq soldats kenyans ont été tués hier par l'explosion d'une mine artisanale au passage de leur véhicule dans le comté de Lamu (est), a-t-on appris de sources policières.

• Nigeria/Politique. Siège du Parlement : le président du Sénat veut une enquête

Le président du Sénat nigérian, Bukola Saraki, a réclamé hier l'ouverture d'une enquête après le siège du Parlement par les forces de sécurité, qu'il a qualifié d'"acte lâche" visant à le destituer.

A travers le monde

• Indonésie/Seisme. Le bilan monte à 131 morts

Le bilan du violent séisme qui a frappé l'île indonésienne de Lombok est monté à 131 morts hier, alors que les autorités manquaient de nourriture, d'eau potable et d'aide médicale pour approvisionner quelque 156 000 habitants évacués dans des abris de fortune.

• Iran/Politique. Le ministre du Travail limogé par le Parlement



Le Parlement iranien a retiré mercredi sa confiance au ministre du Travail Ali Rabiie, obligeant le président à le limoger, sur fond de grogne sociale autour de la crise économique et au lendemain du rétablissement des sanctions américaines.

• Venezuela/"Attentat". Maduro accuse des députés de l'opposition

Le pouvoir vénézuélien a lancé mardi une offensive contre l'opposition en annonçant la prochaine traduction en justice de députés accusés d'implication dans l'"attentat" dont le président Nicolas Maduro dit avoir été la cible.

Zimbabwe/Présidentielle du 30 juillet

L'opposition va contester en justice les résultats

AFP
Harare/Zimbabwe

L'OPPOSITION zimbabwéenne a confirmé hier qu'elle allait contester devant la justice les résultats de l'élection présidentielle du 30 juillet remportée par le sortant Emmerson Mnangagwa, a annoncé Thabani Mpofu, avocat du Mouvement pour le changement démocratique (MDC).

"Les résultats annoncés par la commission électorale vont être contestés" devant la justice, a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Harare sans vouloir préciser quand il déposerait le dossier devant la Cour constitutionnelle. L'opposition a jusqu'à demain pour déposer son recours. "Toutes les preuves dont nous avons besoin sont disponibles. Il n'y aura aucun doute pour tous les ci-

toyens", a-t-il assuré.

Le recours permettra de "montrer au monde ce qui s'est réellement passé", a-t-il ajouté.

"Nous n'avons pas peur (...) Si cela veut dire plaider devant la Cour constitutionnelle depuis nos lits de mort nous le ferons avec plaisir", a-t-il conclu, assurant ne pas être "intimidé" par la répression.

Pas sûr toutefois que la démarche de l'opposition aboutisse. Alexander Noyes, spécialiste Afrique, du Center for Strategic and International Studies (CSIS) "doute" ainsi qu'un tel prospère : "Les cours de justice du Zimbabwe ont un long passé de partialité favorable à la Zanu-PF et il est peu probable que les juges, dont beaucoup doivent leur postes au parti au pouvoir, prennent des décisions favorables à l'opposition".

• Biti arrêté à la frontière zambienne. Un haut res-

pensable de l'opposition zimbabwéenne, par ailleurs ancien ministre des Finances du gouvernement d'union nationale (2009-2013), Tendai Biti, a été arrêté hier matin à la

frontière zambienne. Il avait annoncé avant la proclamation officielle des résultats par la commission électorale que Nelson Chamisa, le candidat de son parti le Mouvement pour le

changement démocratique (MDC) avait remporté l'élection "au-delà de tout doute raisonnable", tout en défiant la commission électorale d'annoncer un résultat différent.

C'est arrivé...

A 12 ans, il entre à l'université pour étudier la physique biomédicale

A 12 ans, sa peluche favorite à la main, Carlos Antonio Santamaria devait se rendre lundi à l'université de l'Unam pour y entamer des études de physique biomédicale, devenant le plus jeune étudiant à intégrer cette prestigieuse université de Mexico.

"Mon principal objectif est (...) d'apporter les éléments de base pour que médecins et biologistes puissent résoudre nos problèmes biologiques", explique Carlos devant une forêt de micros et de caméras, lors d'une conférence de presse à l'Unam. "Si on arrive à fabriquer une cellule qui se maintienne seule, organite par organite, on peut alors soigner toutes les maladies", ex-

plique-t-il en arborant un large sourire, qui dévoile des dents de lait récemment tombées.

Cet étudiant qui a de "hautes capacités cognitives", selon l'Unam, devait débiter lundi une licence de physique biomédicale, mais il n'aime pas qu'on le qualifie de "génie".

Pour en arriver là, son parcours n'a pas été de tout repos.

Il a subi une "ambiance hostile" dans les écoles où il est passé avant finalement d'obtenir ses diplômes à l'Institut national d'éducation pour adulte.

"Il a dû passer des examens pour adulte", ce qui n'est pas non plus normal, se plaint son père Fabian.

... à Mexico (Mexique)

Photo : AFP